

Fiche d'examen au cas par cas pour les PLU et PLUi

Demande faite dans le cadre de l'examen au cas par cas 'plans-programmes' défini à l'article R122-18 du code de l'environnement, au titre des articles R104-28 à R104-33 du code de l'urbanisme

1. Intitulé du projet et état d'avancement

Procédure concernée <i>(ex pour les PLU : élaboration, révision , DP ou DUP...)</i>	Type de document <i>(ex : POS, PLU communal ou intercommunal, carte communale)</i>	Territoire concerné
Déclaration de projet n°3 pour la réalisation d'un « Village de santé » dans le bourg de Pizançon	Plan local d'urbanisme communal (PLU)	Commune de Chatuzange le Goubet, bourg de Pizançon

En cas d'élaboration ou de révision générale de PLU ou PLUi	
Date de débat du PADD	-
Le cas échéant, date prévisionnelle de l'arrêt du projet	-

2. Identification de la personne publique responsable

Personne publique responsable <i>(compétente pour conduire la procédure d'urbanisme)</i>	M. Christian GAUTHIER, Maire de Chatuzange le Goubet
Courriel	Dossier suivi par Mme Nadine REYMOND, Directrice Générale des Services nadine.reymond@chatuzangelegoubet.fr

3. Caractéristiques principales de la procédure

3.1.Caractéristiques générales du territoire	
Nom de la (ou des) commune(s) concernée(s)	Chatuzange le Goubet
Nombre d'habitants concernés <i>(au dernier recensement général de la population)</i>	Population légale 2014 : 5 222 hb (source : INSEE) Population estimée en comptant les constructions récentes : 6 050 hb.
Le cas échéant : nombre d'habitants permanents et en période touristique	-
Superficie du territoire	28 km²

3.2. Quels sont les objectifs de cette procédure ?

Annexe : la délibération engageant la procédure

L'objectif de la procédure de déclaration de projet n°3 est la réalisation d'un Village de santé dans le bourg de Pizançon en vue de :

- ✓ Rééquilibrer l'offre médicale à l'échelle communale en accueillant des professionnels de santé à Pizançon,
- ✓ Offrir aux habitants un lieu de prise en charge globale autour de structures pluridisciplinaires, y compris la location et vente de matériel médical et la petite enfance,
- ✓ Regrouper les professionnels dans un lieu unique disposant de compétences médicales complémentaires.

L'emprise foncière support du projet porte sur une parcelle d'une superficie d'environ 8200 m², desservie par la rue du Vercors. Cette emprise, délimitée au Nord par le lotissement « Les Chênes Verts » et à l'Est par la salle de sport « Platinum », est en continuité de la zone urbaine de Pizançon (voir la carte ci-après).



Annexe I : Délibération n°218-12 en date du 24 février 2018 prescrivant le lancement de la procédure de déclaration de projet n°3 emportant mise en compatibilité du PLU

3.3. Quelles sont ses grandes orientations d'aménagement ?

Annexe : pour une élaboration ou une révision générale de PLU communal ou intercommunal, joindre le projet de PADD qui a été débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU

La commune souhaite permettre la réalisation d'une **opération d'intérêt général dédiée aux professionnels de la santé**. Le Village de santé, localisé à Pizançon, regroupera des structures médicales pluridisciplinaires : médecins généralistes, dentistes, kinésithérapeutes, sage-femme, infirmière, psychologue, orthophoniste, orthoptiste, podologue. Le Village de santé accueillera également un magasin de location et vente de matériel médical ainsi qu'une micro-crèche privée.

Le Village de santé sera structuré autour de 7 lots qui s'articulent autour d'une placette centrale à partir de laquelle sont desservies les constructions (voir le plan ci-après).

Plan de masse du Village de santé



Source : JC CHEZE Architecte

Les principes d'aménagement à prendre en compte, déclinés par une orientation d'aménagement, sont les suivants :

- L'accès motorisé à la zone se fera depuis la voie communale située en partie sud du secteur
- L'accès piétons s'organisera à partir des cheminements doux à aménager le long de la rue du Vercors. Un plateau traversant assurera la continuité avec la zone urbaine en partie Ouest de la rue du Vercors
- Le long de la rue du Vercors, les constructions doivent s'implanter selon un recul homogène
- Une frange végétale permet de traiter la limite avec les aménagements limitrophes (lotissement « Les Chênes Verts », salle de sport « Platinium »).

3.4. Quelles sont les grandes évolutions réglementaires envisagées pour cette procédure ?

Annexes :

- Pour une élaboration ou une révision générale de PLU : si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, joindre le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur et, le cas échéant, une première version du projet de zonage en cours d'élaboration ;
- Pour les révisions de PLU avec examen conjoint (article L. 123-13, II, du code de l'urbanisme) et les déclarations de projet impactant un POS ou un PLU : le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint ;

1) Modification du zonage (règlement graphique)

Le site du Village de santé, actuellement classé en zone AU (zone à urbaniser « fermée ») est reclassé en zone urbaine compte-tenu du fait qu'il est desservi par les réseaux (voirie, électricité, eau potable, assainissement,...). Il sera ainsi zoné en zone Ud du PLU, avec un indice spécifique « s » en lien avec la destination principale autour du thème de la santé.

2) Modification du règlement écrit

Les articles Ud2, Ud7, Ud 10, Ud12 et Ud13 ont été ajustés afin de permettre la réalisation du projet de Village de santé.

2) Modification des orientations d'aménagement

Une orientation d'aménagement a été élaborée sur le secteur nouvellement créé « Uds » afin d'encadrer les principes généraux d'aménagement.

Annexe II : Dossier de déclaration de projet n°3 emportant mise en compatibilité du PLU

3.5. Le projet sera-t-il soumis à d'autre(s) type(s) de procédure(s) ou consultation(s) réglementaire(s) (exemples : avis de la CDPENAF, du Comité de massif, autorisation du SCoT au titre de l'article L. 122-2 du code de l'urbanisme...) ou fera-t-il l'objet d'une enquête publique conjointe avec une (ou plusieurs) autre(s) procédure(s) ? (ex : procédure d'AVAP, de mise à jour du zonage d'assainissement...) ? Si oui, préciser

La déclaration de projet sera soumise à une réunion d'examen conjoint des Personnes publiques associées (PPA) au titre de l'article L153-54 du code de l'urbanisme.

3.6. Contexte de la planification : le projet est-il concerné par...

- les dispositions de la loi Montagne ?	Non
- les dispositions de la loi Littoral (3 lacs concernés : Léman, Bourget, Annecy) ?	Non
- une DTA ou DTADD ? Si oui, laquelle ?	Non
- un SCoT, un schéma de secteur ? Si oui, le(s)quel(s) ? ce(s) document(s) a-t-il (ont-ils) été élaboré(s) selon les dispositions de la loi « Grenelle 2 » ?	Oui Le SCOT Rovaltain Drôme-Ardèche, approuvé le 25 octobre 2016 et exécutoire depuis le 17 janvier 2017, a été élaboré selon les dispositions de la loi « Grenelle 2 ».

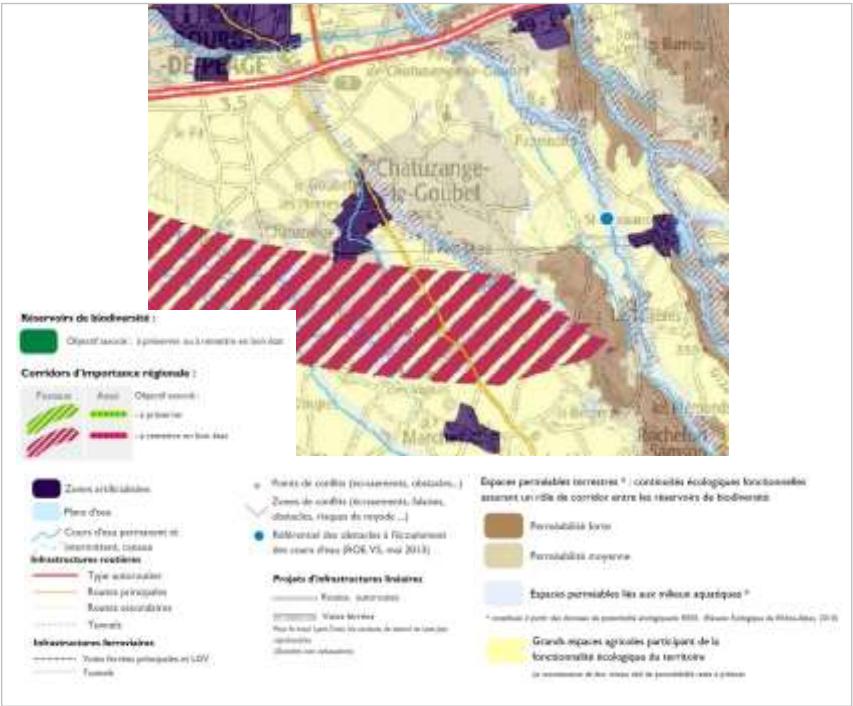
- un (ou plusieurs) SDAGE ou SAGE ? Si oui, le(s)quel(s) ?	Oui SDAGE Rhône Méditerranée 2016-2021 SAGE des Molasses miocènes du Bas-Dauphiné et alluvions de la plaine de Valence (en cours)
3.7. Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme : le document en vigueur sur le territoire (ou au moins un des documents d'urbanisme en vigueur, pour un projet de PLUi) a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ?	
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Le PLU en vigueur (2012) n'a pas fait l'objet d'une évaluation environnementale ▪ Le PLU en vigueur est en cours de révision générale et le nouveau PLU fait l'objet d'une évaluation environnementale (en cours) : Décision n°2016-ARA-DUPP-00232 en date du 20 janvier 2017 de la Mission régionale d'autorité environnementale (MRAE) après examen au cas par cas relative à la révision du PLU 	

4. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure et caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine

4.1. Gestion économe de l'espace et maîtrise de l'étalement urbain	
Quels sont les objectifs du projet de PLU en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	Comme cela est précisé dans la description du contexte (cf. Annexe II - Chapitre 2 de la notice : « Le projet »), l'emprise foncière support du projet porte sur une superficie d'environ 8200 m². L'incidence sur la consommation foncière est donc très limitée.
Quelle est l'évolution par rapport aux tendances passées ?	<i>Sans objet au regard du dossier de Déclaration de projet n°3</i>
Sur quelles perspectives de développement (<i>démographique, économique, touristique ou d'équipements publics ou autre, selon la vocation de l'urbanisation envisagée</i>) du territoire s'appuient ces objectifs en matière de maîtrise de la consommation d'espaces ?	<p>Perspectives de développement :</p> <p>La totalité de l'offre médicale est située sur le bourg du Goubet. Seuls 2 infirmiers sont installés à Pizançon, situé à 3 km du Goubet.</p> <p>Le projet de Village de santé permet de développer une offre médicale sur le bourg de Pizançon qui compte plus de 2400 habitants.</p> <p>Compte-tenu de cette logique de rééquilibrage, il n'y a pas d'autres secteurs de projets liés au domaine de la santé susceptible de consommer de l'espace sur le territoire communal.</p>

Le projet a-t-il pour conséquence d'ouvrir à l'urbanisation certaines parties du territoire : oui / non ? Si oui :	
<p>Quelles possibilités d'optimisation du potentiel constructible à l'intérieur du tissu urbain existant (densification, dents creuses, opérations de démolition/reconstruction, friches, bâtiments non investis, logements ou locaux vacants, lits froids pour le tourisme de montagne...) ont été préalablement examinées ?</p> <p>+ Quelle est approximativement la superficie consommée (extensions urbaines) ?</p>	<p>Compte-tenu des spécificités du projet de Village de santé (accessibilité, superficie, centralité,...), aucune dent creuse ne permettait de répondre aux besoins des professionnels de la santé.</p> <p>Il est donc nécessaire d'ouvrir à l'urbanisation une partie de la zone AU « fermée » située le long de la rue du Vercors.</p> <p>Avec une emprise limitée à 8 200 m², la consommation d'espace est cependant maîtrisée.</p>
<p>Expliquez dans les grandes lignes, en fonction des zones concernées, les impacts de cette ouverture à l'urbanisation (<i>sur les espaces agricoles, naturels ou forestiers, en termes de déplacements...</i>).</p>	<p>Le secteur ouvert à l'urbanisation est de faible emprise, n'est pas cultivé et se situe dans en continuité directe de l'urbanisation du bourg de Pizançon.</p> <p>Les impacts de l'ouverture à l'urbanisation sont donc très limités. Ces impacts sont détaillés dans le chapitre 4 (Incidences sur l'environnement) du dossier de Déclaration de projet n°3.</p>

4.2. Milieux naturels et biodiversité			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Zone Natura 2000 ?		Non	
Zone importante pour la conservation des oiseaux (ZICO) ?		Non	
Parc national, parc naturel marin, réserve naturelle ou parc naturel régional ?		Non	
Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) type 1 ?	Oui		<p>ZNIEFF de type I : « Confluent de la Joyeuse et de l'Isère » (n° régional : 38160004). La superficie totale de la ZNIEFF est de 76,19 ha, environ la moitié de son territoire est située sur la commune de Chatuzange le Goubet (au nord, à proximité de l'Isère).</p> <p>Le projet de Village de santé n'est pas situé à l'intérieur de la ZNIEFF, ni à proximité.</p>

Arrêté préfectoral de protection de biotope ?		Non	
Continuité écologique connue ou repérée par la commune ou l'intercommunalité ou par un document de rang supérieur (SRCE, SCoT, DTA...) ?	Oui		<p>1- A l'échelle du SRCE</p> <p>Chatuzange le Goubet est concerné par un corridor d'importance régionale, orienté est-ouest, identifié dans le cadre du SRCE de Rhône - Alpes approuvé par arrêté préfectoral 16/07/2014. Ce fuseau connectant le réservoir de biodiversité défini autour du fleuve Rhône le réservoir de biodiversité constitué par le massif du Vercors. La cartographie ci-dessous présente la trame verte et bleue à proximité de Chatuzange le Goubet, telle que présentée dans le projet de SRCE. Le fuseau ou corridor d'importance régionale traversant Chatuzange le Goubet, au sud de la zone urbanisée de Chatuzange est qualifié comme étant « à remettre en bon état ».</p> <p><i>Carte des principaux corridors écologiques identifiés à l'échelle du SRCE sur la commune de Chatuzange le Goubet</i></p>  <p>2- A l'échelle du SCOT</p> <p>Le SCOT fixe comme orientation dans le projet de DOO de « Préserver ou restaurer la fonctionnalité des corridors écologiques », à travers la protection des :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Corridors verts d'intérêt supra-communal permettant de préserver ou restaurer la fonctionnalité des corridors écologiques, - Corridors bleus d'intérêt supra-communal permettant d'assurer les déplacements linéaires de la faune le long des cours d'eau via des espaces tampons doivent être préservés de part et d'autre des cours d'eau.

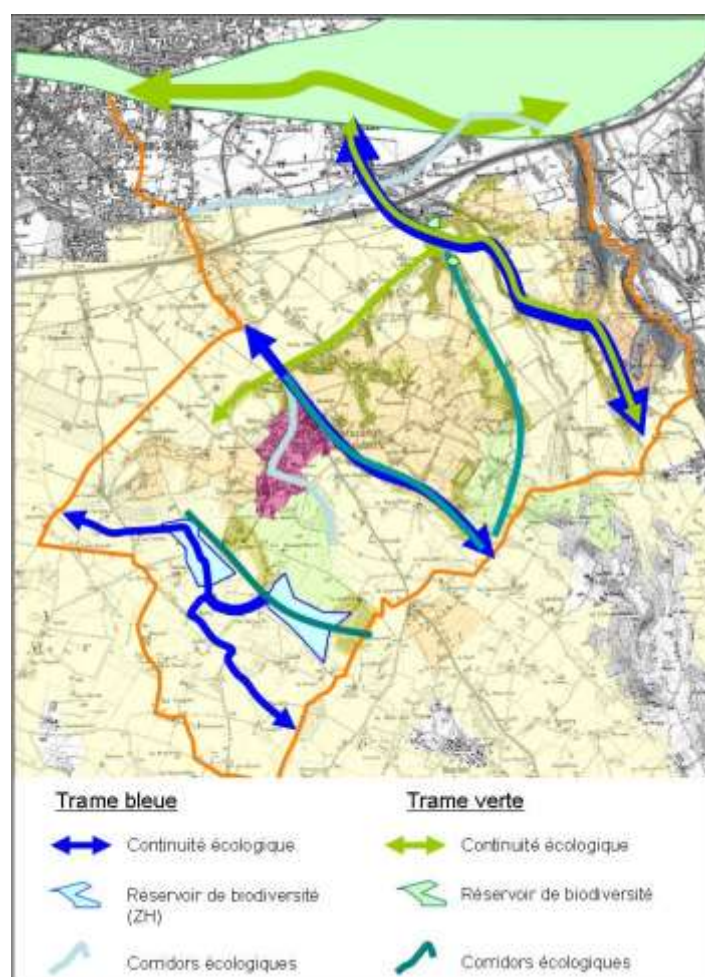
Carte des principaux corridors écologiques identifiés à l'échelle du SCOT sur la commune de Chatuzange le Goubet




3) A l'échelle de la Commune

Les études environnementales conduites à l'échelle de la Commune par le **cabinet environnemental** dans le cadre du PLU ont permis de décliner localement la TVB du SRCE et du SCOT et de préciser la TVB à l'échelle communale.

Carte des principaux corridors écologiques identifiés à l'échelle du PLU sur la commune de Chatuzange le Goubet



			<p>→ Le dossier de Déclaration de projet n°3 n’a pas d’impact sur les continuités écologiques connues ou repérées. En effet, le Village de santé n’est pas susceptible de remettre en cause l’équilibre de ces continuités écologiques.</p>																		
Zone humide ayant fait l’objet d’une délimitation ? Repérée par un document de rang supérieur (SCOT, DTA…) ou par un autre document (contrat de rivière, inventaire de Conseil Général…) ? ou identifiée au titre de la convention RAMSAR ?	Oui		<p>Les zones humides de l’inventaire départemental</p> <p>Cinq zones humides ont été identifiées sur la commune de Chatuzange le Goubet lors de l’inventaire départemental et sont décrites ci-après.</p> <table><thead><tr><th>Nom de la Zone Humide</th><th>Surface en Ha</th><th>Surface sur territoire de Chatuzange le Goubet en Ha</th></tr></thead><tbody><tr><td>Ruisseau de Fleurs</td><td>102,57</td><td>60</td></tr><tr><td>Le Charlieu</td><td>30,40</td><td>25</td></tr><tr><td>Le Chabot</td><td>17,99</td><td>17,99</td></tr><tr><td>La Merline - ruisseau de Bagnol</td><td>28,88</td><td>28,88</td></tr><tr><td>Retenue de Pizançon</td><td>46,70</td><td>15</td></tr></tbody></table> <p><i>Carte des zones humides identifiées par l’inventaire départemental sur la commune de Chatuzange le Goubet</i></p>  <p>Le dossier de Déclaration de projet n°3 n’a aucun impact sur les zones humides. En effet, aucune zone humide n’est présente à proximité du Village de santé.</p>	Nom de la Zone Humide	Surface en Ha	Surface sur territoire de Chatuzange le Goubet en Ha	Ruisseau de Fleurs	102,57	60	Le Charlieu	30,40	25	Le Chabot	17,99	17,99	La Merline - ruisseau de Bagnol	28,88	28,88	Retenue de Pizançon	46,70	15
Nom de la Zone Humide	Surface en Ha	Surface sur territoire de Chatuzange le Goubet en Ha																			
Ruisseau de Fleurs	102,57	60																			
Le Charlieu	30,40	25																			
Le Chabot	17,99	17,99																			
La Merline - ruisseau de Bagnol	28,88	28,88																			
Retenue de Pizançon	46,70	15																			

4.3. Paysages, patrimoine naturel et bâti			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Éléments majeurs du patrimoine bâti (monuments historiques et leur périmètre de protection, éléments inscrits au patrimoine de l'UNESCO, sites archéologiques),	Oui		Un édifice de la commune est classé à l'inventaire des monuments historiques : le Château de Pizançon (façade et toiture, escalier intérieur avec sa rampe à balustres – Arrêté du 15/10/1982). Le projet de Village de santé ne se situe pas à proximité de ce bâtiment classé et n'a donc aucun impact.
Site classé ou projet de site classé ?		Non	Néant.
Site inscrit ou projet de site inscrit ?		Non	Néant.
Zone de protection du patrimoine architectural urbain et paysager (ZPPAUP) ou Aire de mise en valeur du patrimoine (AVAP) ?		Non	Néant.
Plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) ?		Non	Néant.
Directive de protection et de mise en valeur des paysages ?		Non	Néant.
Perspectives paysagères identifiées comme à préserver par un document de rang supérieur (SCOT, DTA...) ?		Non	Néant

4.4. Ressource en eau			
Captages : Le projet est-il concerné par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(les) ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus dans ces zones ou à proximité immédiate de ces zones par la procédure d'urbanisme en cours ?
Périmètre de protection (immédiat, rapprochée, éloignée) d'un captage d'eau destiné à l'alimentation humaine ?			<p>La commune est concernée par deux captages exploités pour l'alimentation en eau potable du Syndicat des Eaux de Rochefort Samson (SIERS), et mobilisant les nappes souterraines en présence :</p> <ul style="list-style-type: none"> ■ Le forage du Pinet, situé au lieu-dit du même nom, disposant d'un débit de 55 m³/h, couplé à un réservoir de 600 m³ permettant l'alimentation en eau potable de Chatuzange. Ce forage fera prochainement l'objet de gros travaux de réhabilitation. ■ Le forage des Bayannins, situé au lieu-dit du même nom sur la commune de Bourg-de-Péage, disposant d'un débit de 145 m³/h, couplé à un réservoir de 600 m³ permettant l'alimentation en eau potable de Pizançon. Une partie des périmètres de protection de ce captage est située sur la commune de Chatuzange le Goubet <p>Le projet de Village de santé se situe en dehors des périmètres de captage : il n'y a donc aucun impact.</p>
Des 500 captages prioritaires Grenelle 2 ?		Non	Néant.
Des captages repérés par un SDAGE ?		Non	Néant.
Usages :	Oui	Non	Si oui, précisez
Les ressources en eau sont-elles suffisantes sur le territoire pour assurer les besoins futurs ? Pour l'alimentation en eau potable et pour les autres usages ?	Oui		<p>Sur le plan qualitatif, les prélèvements (tant en sortie des forages que sur le réseau de distribution) sont réalisés par l'Agence Régionale de Santé Rhône-Alpes et analysés par le Laboratoire Départemental de la Drôme et le laboratoire CARSO. Les fiches sur la qualité des eaux d'alimentation pour l'année 2015, émises par l'ARS Rhône-Alpes, font apparaître que le SIERS distribue une eau de qualité satisfaisante et sans traitement.</p> <p>Sur le plan quantitatif, la consommation des abonnés entre 2011 et 2015 évolue de manière moins importante sur la commune (+12%) qu'à l'échelle des communes du SIERS (+13%). De plus, la consommation moyenne par abonné à Chatuzange le Goubet (116 m³) est la plus faible des communes du SIERS (année 2015).</p> <p>Le réseau est donc en capacité d'intégrer le projet de Village de santé.</p>

Y a-t-il un risque de conflit entre les différents usages ?		Non	Il n'y a pas de conflit d'usage car la capacité du réseau permet de satisfaire les besoins.
Le projet est-il concerné par une zone de répartition des eaux (ZRE) ?		Non	
Le système d'assainissement a-t-il une capacité suffisante pour les besoins présents et futurs du territoire et des autres territoires qui y sont raccordés ? Quel est l'impact sur les rejets dans les milieux ?	Oui		<p>Les eaux usées collectées au village de Chatuzange le Goubet et à Pizançon transitent par le réseau de collecte de Bourg-de-Péage et sont traitées à la station d'épuration de Romans-sur-Isère, dont la capacité est de 107 900 Equivalents Habitants.</p> <p>La commune dispose d'une station d'épuration sur le hameau de Papelissier. La station d'épuration de Papelissier est du type fosse toutes eaux et filtre à sable drainé et a été mise en service en 2001. Elle a une capacité de 150 équivalents habitants.</p> <p>Le réseau d'assainissement collectif existant représente 32 572 mètres (dont 23 552 mètres de réseau séparatif) et dessert les zones urbanisées de la Commune : Chatuzange, le Goubet, Pizançon et Papelissier. En 2013-2014, la ville a réalisé des travaux qui ont permis le raccordement des eaux usées au réseau d'assainissement communal des quartiers Carcaille, les Blaches et les Grands Aillers à l'ouest du Goubet et celui du quartier des Liouds et des Granges au nord-est.</p> <p>Les moyennes des données enregistrées relatives au niveau de rejet en 2014 sont satisfaisantes (Valence Romans Sud Rhône Alpes, Rapport annuel du service public de l'assainissement).</p> <p>Le réseau est donc en capacité d'intégrer le projet de Village santé.</p>

4.5. Sols et sous-sols, déchets			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate par une (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur ces secteurs par la procédure d'urbanisme en cours ?
Sites et sols pollués ou potentiellement pollués (<i>base de données BASOL</i>)		Non	Néant.
Anciens sites industriels et activités de services (<i>base de données BASIAS</i>)		Non	Néant.

Carrières / Etablissement de traitement des déchets	Oui	<i>Sans objet au regard du projet de Village de santé</i>
Carrières et/ou projet de création ou d'extension de carrière ?	Oui	<i>Sans objet au regard du projet de Village de santé</i>
Projet d'établissement de traitement des déchets sur le territoire ?	Oui	<i>Sans objet au regard du projet de Village de santé</i>

4.6. Risques et nuisances			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate, par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Risques ou aléas naturels (<i>inondations, mouvement de terrain, avalanche, feu de forêts...</i>), industriels, technologiques, miniers connus ?	Oui		<p>1- Le risque naturel d'inondation</p> <p>La commune est concernée principalement par le risque naturel d'inondation. Lors de l'élaboration du PLU de Chatuzange le Goubet approuvé en 2012 (PLU en vigueur), des études d'inondabilité du Charlieu avaient permis d'établir une cartographie des risques, transmise par les services de l'Etat. Les études réalisées en novembre 2011 (GEO+ Environnement) ont été lancées à l'initiative de la Commune de Bourg-de-Péage à l'occasion de l'élaboration de son PLU, avant d'être étendues à la Commune de Chatuzange le Goubet.</p> <p>Les études d'inondabilité du Charlieu ont ensuite été complétées en juin 2012 (Alp'Géorisques), à l'initiative de la Commune de Chatuzange le Goubet.</p> <p>En 2014, une cartographie des inondations dans le cadre de la Directive Inondation a été réalisée afin d'élaborer des cartes des surfaces inondables dans les territoires à risque d'inondation (TRI) de Romans sur Isère – Bourg de Péage. La mission a conduit à la réalisation des cartes des surfaces inondables pour les aléas de faible, moyenne et forte probabilité pour les cours d'eau du bassin versant du Charlieu.</p> <p>→ La cartographie des zones inondables dans le cadre de l'étude en cours est beaucoup plus précise car elle est basée sur les résultats d'un maillage 2D et des données topographiques LIDAR très fines (données topographiques avec un pas d'espace en x,y de 1 mx1m), tandis que l'étude Géo+ est basée sur des résultats d'une modélisation à casier (découpage des casiers et</p>

			<p>cotes d'eau dans les casiers non fournies dans l'étude) et de quelques points topographiques dans le lit majeur. La télédétection par LIDAR (« LIght Detection And Ranging ») a été initiée par la Commune et réalisée en novembre 2015.</p> <p>Au-delà des études réalisées dans le cadre du TRI, la commune a souhaité améliorer sa connaissance des phénomènes hydrauliques suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Le ruissellement et ravinement (coulées de boue), ▪ Les inondations de pied de versant. <p>Une cartographie a été élaborée à partir d'un traitement simplifié des données fournies par la commune (LIDAR) et de reconnaissances de terrain</p> <p style="padding-left: 40px;">→ Une cartographie de l'aléa ruissellement sur la commune de Chatuzange-le-Goubet a pu être établie en 2016, actualisée en 2017.</p> <p>La majeure partie des zones concernées par de l'aléa de ruissellement est soumise à du ruissellement ou du ravinement de classe faible ou par de l'aléa fort pour l'ensemble du réseau de fossés. Cette cartographie ne permet de qualifier que les zones de concentration des écoulements et ne représente pas le ruissellement diffus et généralisé qui survient sur l'intégralité du territoire.</p> <p>Conclusion : le site d'implantation d Village de santé concerné par aucun risque d'inondation ou de ruissellement → Voir le chapitre 4 (Incidences sur l'environnement) du dossier de Déclaration de projet n°3.</p> <p>2- Les autres risques naturels</p> <p>En outre, on peut signaler sur la commune :</p> <ul style="list-style-type: none"> ✓ le risque de retrait-gonflement des argiles ✓ le risque de séisme (zone de niveau 3 dit de sismicité modérée) <p>Leur prise en compte n'entraîne pas de contraintes d'urbanisme, mais passe par la mise en oeuvre de règles constructives. L'application de ces règles relève de la responsabilité des maîtres d'oeuvre et des maîtres d'ouvrage.</p>
--	--	--	--

Plans de prévention des risques (<i>naturels, technologiques, miniers</i>) approuvés ou en cours d'élaboration ?		Non	Il n'existe pas de plan de prévention des risques technologiques (PPRT) sur la commune, et aucun établissement à risque n'est présent
Nuisances connues (<i>sonores, lumineuses, vibratoires, olfactives</i>) ou projets susceptibles d'entraîner de telles nuisances ?	Oui		Parmi les nuisances connues, on peut notamment citer les nuisances sonores à proximité des infrastructures. L'A49 et la RD532 sont classées au titre de la loi du 31 décembre 1992 n°92-1444 relative à la lutte contre le bruit et il est nécessaire de mettre en oeuvre des prescriptions d'isolement acoustique. Les cartes de bruit stratégiques élaborées (voir ci-après) montrent que le Village de santé n'est pas impacté par ces grands axes.
Plan d'exposition au bruit, plan de gêne sonore ou arrêtés préfectoraux relatifs au bruit des infrastructures ?		Non	Néant

4.7. Air, énergie, climat			
Le document est-il concerné, sur tout ou partie de son territoire ou à proximité immédiate par un(e) (ou plusieurs) :	Oui	Non	Si oui, lequel(le)s ? Quelles sont les orientations et/ou projets prévus sur les secteurs concernés par la procédure d'urbanisme en cours ?
Plan de protection de l'atmosphère (PPA) ?		Non	Néant
Enjeux spécifiques relevés par le schéma régional du climat, de l'air et de l'énergie (SRCAE) ?		Non	Néant
Projet éolien ou de parc photovoltaïque ?		Non	<i>Sans objet au regard du projet de Village de santé</i>

5. Éléments complémentaires que la commune ou l'intercommunalité souhaite communiquer (*facultatif*)

Sans objet.

6. Annexes (*rappel*)

Pour les élaboration ou révision de PLU ou PLUi ou de carte communale	Pour les PLU et PLUi : le projet de PADD débattu par le Conseil municipal ou l'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de PLU		
	Si le territoire est actuellement couvert par un document d'urbanisme, le règlement graphique (plan de zonage) de ce document en vigueur		
	Le cas échéant, une première version du projet de règlement graphique en cours d'élaboration		
Pour les révisions de PLU avec examen conjoint et les déclarations de projet ou DUP impactant un POS ou un PLU	Le dossier du projet tel que prévu pour la réunion d'examen conjoint	✓	Annexe II
Pour tous	Délibération engageant la procédure	✓	Annexe I

ANNEXE I

**Délibération n°218-12 en date du 24 février 2018 prescrivant le
lancement de la procédure de déclaration de projet n°3
emportant mise en compatibilité du PLU**

(voir en PJ)

ANNEXE II

Dossier de Déclaration de projet n°3 pour la réalisation d'un « Village de santé » dans le bourg de Pizançon

(voir en PJ)